



Un cinquième exercice pour un ministre à la longévité record

CAROLINE BEYER  @BeyerCaroline

LES SYNDICATS enragent, mais Jean-Michel Blanquer ne change pas de cap. C'est par une longue interview au JDD, dans lequel il a dévoilé, dimanche, le protocole sanitaire, que le ministre a débuté l'année scolaire, arborant la barbe, s'appêtant à publier un livre dans lequel il raconte son combat pour garder les écoles ouvertes pendant le Covid.

Il en a parcouru du chemin cet « inconnu du grand public », que décrivaient les médias en mai 2017, alors que Macron lui confiait le ministère de l'Éducation nationale.

Brigitte Macron l'aurait repéré lors d'une émission radio où il venait parler de son livre *L'École de demain*. « Marqué à droite », « libéral » proche de l'Institut Montaigne, mais aussi « pragmatique », l'ancien recteur, qui fut le patron de l'Administration centrale de l'enseignement scolaire sous Sarkozy, était alors présenté comme « un bon connaisseur » de l'éducation, un « bon technicien ». Il s'est révélé plus politique qu'il ne le laissait paraître. Rompu à l'exercice médiatique, c'est à la presse qu'il a réservé la primeure des annonces, jouant, selon les syndicats, « le jeu de l'opinion contre la profession ».

Ligne laïque ferme

Sa cinquième, et dernière rentrée scolaire du quinquennat Macron, le ministre la veut « la plus normale possible ». Ses réformes, du dédoublement des classes en éducation prioritaire à la transforma-

tion du lycée et du bac, en passant par les évaluations nationales, la méthode de lecture syllabique, la refonte des programmes, sont sur les rails. La campagne présidentielle va commencer : en attendant, il peut se targuer d'avoir dépassé François Bayrou, du moins en termes de longévité, à l'Éducation nationale. Il devrait battre le record, jusqu'alors détenu sous la Ve République par Christian Fouchet, ministre de De Gaulle (quatre ans et quatre mois). « Ces ministres ont officié dans le cadre d'un mandat présidentiel marqué par un pouvoir personnel fort, relève l'historien de l'éducation Claude Lelièvre. Et ce sont des choix très personnalisés. »

Et s'il fallait rempiler pour cinq ans ? Lorsqu'on l'interroge sur cet improbable scénario, le ministre répète son attachement à l'école et la nécessité du « temps long » pour réformer. Mais son ambition s'arrête-t-elle Rue de Grenelle ? Lors du remaniement ministériel de juillet 2020, il avait vu l'Intérieur lui échapper, au profit d'un Gérard Darmanin qui avait mis sa démission dans la balance. Positionné sur une ligne laïque ferme, sur laquelle il est en concurrence avec le même Darmanin et Marlène Schiappa, il s'appête à lancer une campagne de communication sur le sujet, alors que des formations seront déployées dans le monde enseignant. On se souvient de ses mots, en 2019, sur le voile « non souhaitable dans la société », lors d'une polémique sur les mères accompagnatrices de sorties scolaires, et de son discours sur les « ravages » de l'islamo-gauchisme, ce « fait social indubitable », peu après l'assassinat de Samuel Paty. Il devrait créer un think-tank autour de la défense des va-

leurs de la République. Une contre-offensive destinée à faire face à la « cancel culture » et à l'idéologie « woke ».

« Blanquer a souvent été décrit comme venant de la société civile. En réalité, il a été d'emblée très politique. Il n'a cessé de cultiver l'idée de reprise en main de l'école », assène Stéphane Crochet, à l'Unsa, syndicat réformiste. Il décrit un homme « attaché à l'école, mais dans sa version conservatrice », évoque des « instructions descendantes », des « personnels dépossédés leur choix d'action ». Au SNUipp, le premier syndicat du primaire, on parle, en cette période préélectorale, d'un ministre « autoritaire ». Il faut dire que Jean-Michel Blanquer n'a pas hésité à donner un coup dans la fourmilière « pédagogue », en se référant aux sciences et aux neurosciences, en portant l'idée de restauration de l'autorité et des valeurs républicaines. De quoi lui assurer un avenir politique ? ■





**Le ministre
de l'Éducation
nationale,
Jean-Michel
Blanquer, répète
son attachement
à l'école
et la nécessité
du « temps long »
pour réformer.**

ERIC DESSONS/JDD/SIPA

